

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général du Comité Central du PCUS, notamment sur les relations franco-soviétiques et les négociations sur le désarmement, Paris, Palais de l'Élysée, vendredi 4 octobre 1985.

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, nous avons pratiquement achevé, M. le Secrétaire général et moi-même, les conversations qui nous ont réunis pendant trois jours. Nous aurons encore ce soir une rencontre, mais nous aurons dit l'essentiel et c'est pourquoi nous venons vous voir maintenant, car nous sommes en mesure de vous exposer ce qu'a été le contenu de nos conversations.

- Je ne pense pas que ce serait de bonne méthode de monopoliser la parole, bien qu'après tout nous ayons le temps à la fois de nous exprimer nous-mêmes, de vous entendre et de vous répondre. Il n'y a pas d'obligation stricte à la minute près, mais enfin malgré tout une réunion comme celle-là a ses règles et il ne faut pas non plus que cela dure plus longtemps que de raison.

- Puisque j'ai l'honneur de recevoir aujourd'hui M. Gorbatchev, je lui redirai devant vous les paroles de bienvenue que je lui ai adressées dès le premier jour.

- Je préciserai le grand intérêt, il fallait s'y attendre, que j'ai trouvé à l'ensemble des propos qu'il m'a tenus et, abordant dès maintenant ma conclusion, le sentiment d'avoir avancé dans une meilleure connaissance mutuelle de nos problèmes, et je l'espère, de pouvoir contribuer ainsi à faire avancer les questions difficiles qui se posent au monde. C'était notre ambition.

- Bien entendu, nous n'avons pas à décider pour d'autres, mais nous avons au moins à contribuer au bon travail qui sera fait, du moins je l'espère, après nous par les principaux responsables de la politique mondiale. Après nous et avec nous.\

Vous pouvez facilement imaginer, mesdames et messieurs, quels ont été les points principaux de nos conversations, il n'y a pas de mystère.

- On a d'abord et surtout parlé désarmement, équilibre et donc paix, ou conditions du maintien de la paix, ce qui veut dire, - pardonnez la vérité de La Palice - éviter les risques de guerre. Le mot a déjà été employé, il est même un peu usé, il faut le dire, mais enfin si l'on s'oriente vers une détente des relations internationales qui ont atteint trop souvent une rudesse, et donc des tensions qui risqueraient de devenir insupportables, ce serait déjà du bon travail.

- Pour le désarmement proprement dit, deux questions capitales ont été abordées qui, dans l'esprit de M. Gorbatchev, sont liées.

- La proposition, elle est très connue, vous en avez déjà fait le commentaire, d'une réduction des armes stratégiques : 50 %. Il appartient maintenant aux pays directement intéressés, je veux dire les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes et soviétiques d'en débattre. Ils en ont les moyens. Ils possèdent des experts. Ils pourront comparer ce qui est comparable, contester ce qui est contestable, bref ils ont en main toutes les données qui permettront, je l'espère, de faire avancer les négociations de Genève, surtout pendant et après la rencontre du

mois prochain entre le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique `Mikhaïl Gorbatchev`, et le Président des Etats-Unis d'Amérique `Ronald Reagan`.

- C'est quand même un sujet intéressant pour les autres, même s'ils n'y ont pas de part : la paix est notre affaire à tous. Mais, comme vous le savez, cette réduction considérable des armements ne pourrait aboutir que si, à cette pétition de principe, était liée l'impossibilité de transférer de la terre à l'espace la course à l'armement. Là, les positions sont bien connues, ce sont celles de la France qui n'est pas partie à ce débat, sinon qu'elle est intéressée, par tout ce qui touche à la paix du monde - M. le Secrétaire général fera connaître lui-même la position qui est celle de son pays qu'il a déjà exposée ailleurs, qu'il précisera encore cette fois-ci -.

- La France a toujours veillé à ne pas créer de dissension avec ses alliés, - qui sont aussi ses amis, - américains. Elle a été conduite à dire en une circonstance bien connue, il n'y a pas si longtemps, qu'elle ne prendrait pas part aux formes les plus diverses d'armement dans l'espace. L'armement n'est pas considéré sous la forme existant déjà, puisque tout le monde sait que les satellites d'observation, de communication, peuvent contribuer à certaines formes d'équilibre, mais sous la forme des armes cosmiques qui pourraient signifier la fin de l'accord de 1972 sur les ABM, non seulement la fin de ces accords mais la marche en avant vers d'autres formes d'armements que je ne suis pas en mesure à l'heure actuelle de préciser.

- Certes, je me souviens de l'annonce qui m'en avait été faite par les dirigeants américains : il s'agit dans leur esprit d'une arme défensive. Mais je ne veux pas entrer davantage dans cette discussion. La France a déjà indiqué qu'elle ne serait pas partie prenante, que l'espace l'intéressait aussi, mais qu'elle pensait qu'il y avait d'autres façons de maîtriser l'espace, de le mettre à la disposition des hommes modernes.

- Bref, puisque je parle au nom de la France, je dirai simplement que je souhaite très vivement qu'à Genève - qui avait placé cette question à son ordre du jour depuis le mois de janvier dernier - les deux partenaires parviennent à un compromis raisonnable pour tous.\

Un troisième problème a été évoqué par M. le Secrétaire général, notamment dans ses deux déclarations publiques qui concernent plus directement la France, qui est simplement une façon d'aborder ce qu'on a appelé le décompte des forces nucléaires intermédiaires en Europe.

- Vous savez que la France s'est toujours refusée à ce que ses forces fussent prises en compte. Je vous ferai l'économie de tous ces arguments. Ils ont été cent fois dits. En particulier qu'il s'agit de choses qui ne sont pas comparables, mais il y a une règle de principe c'est que la France n'accepte pas que qui que ce soit parle ou décide à sa place. Ni l'un ni l'autre.

- Je dois dire que lors des débats précédents les Etats-Unis d'Amérique se sont comportés en alliés tout à fait loyaux puisqu'ils ont respecté ce principe. L'idée de M. Gorbatchev se situe précisément sur un certain changement de -plan : pourquoi ne parlerions-nous pas ensemble de ce problème ? J'ai précisé à M. Gorbatchev différents points.

- Je lui ai dit : la France ne dispose pas de marge. Son problème, c'est de rester au-dessus du seuil de suffisance, de crédibilité, d'efficacité, ce n'est pas de chercher la course à l'armement supplémentaire. Elle est donc limitée dans sa possibilité d'évolution. Je lui ai dit - mais c'était déjà entrer dans les discussions et ce n'est pas la peine de s'y engager davantage - que nous, nous n'avons pratiquement pas de forces nucléaires intermédiaires, donc l'objet de la discussion, je ne le trouvais pas. Nous avons nos forces sur les sous-marins, mais enfin ce serait entrer dans le coeur du débat, je vous dis cela pour rester tout à fait clair... J'ai également développé la pensée que le problème du désarmement pour nous se posait sur tous les -plans à la fois, pas simplement sur celui des armes nucléaires intermédiaires, mais aussi sur les stratégies, mais aussi sur l'arme conventionnelle, mais aussi sur l'armement chimique, mais aussi sur les anti-missiles, répétant ce que j'ai dit aux Nations unies : la France ne refuse pas ... les échanges de vues, particulièrement avec l'Union soviétique. Le dialogue qui s'est instauré ou qui a repris est de ce point de vue une bonne méthode. Mais je ne pensais pas raisonnable de penser qu'il pourrait y avoir une négociation.

- Là-dessus, M. le Secrétaire général m'a fait valoir un certain nombre d'arguments et je n'ai pas insisté dans ce sens, mais il le dira : il ne demande pas à la France de sacrifier ses forces. Mais je m'exprime toujours au nom de mon pays et je vous dis ce que j'en pense

en exprime toujours le nom de mon pays et je vous dis ce que j'en pense.

- Donc, si l'on en termine avec cette partie de notre conversation sur le désarmement - problème général 50 %, problème général, l'espace, problème plus particulier les relations franco-soviétiques - je reviendrai à quelques idées tout à fait simples que j'ai cent fois développées.

Nous cherchons la préservation de l'équilibre des forces dans le monde. Nous souhaitons l'équilibre des forces en Europe, nous ne sommes pas partie prenante dans la course au surarmement, nous choisissons le désarmement, et pour cela il faut parler et il faut discuter, donc il faut se rencontrer.

- La situation de nos pays n'est pas la même. Nous appartenons, M. Gorbatchev le dira lui-même sans aucun doute, à deux mondes ou plutôt à deux types de société différents. Nos alliances sont différentes. Le problème - cela pourrait d'ailleurs être ma conclusion générale, mais j'ai quelques autres sujets à traiter - c'est que simplement, pour pouvoir précisément franchir ces distances, il convient d'y mettre de la compréhension mutuelle et de faciliter toutes les occasions d'élargir la coopération. C'est ce que nous avons fait et c'est ce que nous continuerons de faire, puisque M. le Secrétaire général a bien voulu nous convier à venir l'an prochain à Moscou, ce que j'ai accepté.\

Il y a d'autres sujets, bien entendu, que vous retrouverez dans les textes que nous avons prononcés, notamment, lors du dîner à l'Elysée, dans les toasts traditionnels :

- nos souhaits de voir la Conférence de Stocholm aboutir en temps voulu, donc avant la moitié de l'année prochaine, par l'accord des 35 participants, des 35 pays.

- Notre souhait de voir mis en oeuvre dans ses trois domaines, plus que cela n'a été fait jusqu'ici, l'Acte final de la Conférence d'Helsinki, sous ses différents aspects - Europe, Méditerranée, inviolabilité des frontières - ce qui n'ôte rien au souhait que nous avons de faciliter entre les deux parties de l'Europe tous les échanges possibles et d'améliorer le climat.

- Et puis, la fameuse "troisième corbeille", c'est celle qui touche au domaine humanitaire, aux droits de l'homme et aux différents aspects que comportent les droits de l'homme.

- Nous avons naturellement insisté pour que tout avance du même pas, ou que, s'il n'y a pas eu avance du même pas, les retards pris soient comblés. Enfin, nous en avons parlé comme nous le devons, l'un et l'autre.\

Nous avons abordé certains aspects plus importants de ce qu'on pourrait appeler les conflits régionaux.

- Dans la condamnation que je fais de la politique excessive des blocs, j'observe que, chaque fois qu'un conflit régional dure, il transforme, il sort des limites du pouvoir de discussion des pays directement intéressés et il entre dans le domaine de la discussion mondiale, ce qui n'est pas heureux pour les pays intéressés, mais ce qui devient parfois nécessaire, faute de solution.

- J'ai rappelé que, sur l'Afghanistan, la France restait attachée aux propositions que je résumerai & il y en a eu plusieurs qui se ressemblent. Celle qui me paraît la plus proche de la vérité est celle qu'avait faite M. Perez de Cuellar. Il était à l'époque adjoint-Secrétaire général. Il me paraît que, devenu Secrétaire général il devrait, une fois encore - il n'a pas ménagé ses efforts - prendre en main cette affaire. En tout cas, la France lui fait confiance pour des procédures qu'il lui appartient de définir et un aboutissement qui pourrait être, si le peuple afghan le désire, la neutralité de ce pays et le contrôle de cette neutralité. En tout cas, il est évident que tout peuple doit disposer de lui-même. Cette règle s'applique là comme ailleurs, ailleurs comme là.

- Nous avons parlé aussi du problème du Moyen-Orient, où, là, s'offre l'exemple typique : les pays concernés ne sont pas parvenus à se mettre ensemble autour de la table. Il ne s'agit pas de démêler ici les responsabilités. On peut donc penser qu'on est contraint de changer de plan et que d'autres pays, qui pèsent lourd dans l'équilibre du monde, seraient conduits à prendre part, non pas à se substituer, à ce que j'ose appeler des négociations possibles, tout en sachant que, de semaine en semaine, il y a des événements qui retardent cette heure de façon tragiquement dommageable pour tous.

- Je laisserai mesdames et messieurs les journalistes poser les questions qu'ils souhaiteront sur tel ou tel autre aspect de crise régionale s'ils le désirent, mais je ne veux pas être trop long.\

Je n'ai pas abordé le problème des relations bilatérales. Je veux dire, je ne l'ai pas abordé ici

encore, mais nous l'avons abordé l'un et l'autre, il y a même eu une réunion de travail élargie, hier, avec M. le Premier ministre Laurent Fabius, côté français, plusieurs ministres, les collaborateurs et les ministres de M. le Secrétaire général. Plusieurs accords viennent d'être signés à l'instant, dans la pièce voisine, ce qui a légèrement retardé le moment d'ouvrir cette conférence de presse. Nous considérons, je crois, monsieur le Secrétaire général, que ces accords sont une bonne avancée sur un chemin que nous continuerons de suivre.

- Peut-être pourrais-je préciser que, sur le plan bilatéral, les conversations se sont portées naturellement sur les échanges, sur l'équilibre des balances commerciales, sur un certain nombre de projets ou d'acquis intéressants dans le domaine de ce qu'on pourrait appeler la conquête pacifique de l'espace, sur des réussites technologiques exceptionnelles - on a en particulier parlé de ce qu'on appelle la fusion nucléaire, sur laquelle nos deux pays disposent de techniques très avancées - et puis sur les échanges classiques, les céréales, enfin que là où l'un ou l'autre a des productions, des richesses et des réussites, l'autre, ou l'un, puisse en tirer profit, juste profit.

- Voilà mesdames et messieurs, je laisse M. le Secrétaire général s'exprimer à son tour, étant entendu que je voudrais bien que tous mes propos, qui étaient nécessaires, fussent compris comme une façon de le remercier d'avoir abordé sérieusement les problèmes les plus sérieux du monde et d'avoir apporté au surplus une façon de débattre qui peut laisser augurer d'une coopération de plus en plus cordiale, ce qui serait conforme à l'histoire de nos deux pays à travers le temps, et particulièrement depuis la dernière guerre mondiale, où l'Union Soviétique a consenti, et nous aussi, tant de lourds sacrifices.

- Que les peuples de l'Union soviétique soient encore remerciés pour les sacrifices consentis, dont l'un des résultats héroïques a été la libération de la France.

- Merci.\

M. GORBATCHEV.- (Interprétation) Monsieur le Président, je reviens à la raison pour laquelle nous sommes venus en France.

- Nous partons, nous autres, en Union soviétique, du fait que la situation actuelle dans le monde en est à une telle étape de son développement qu'il faut des solutions, des décisions responsables, surtout de la part des pays dont le poids international est immense & il s'agit là du point de vue de l'Union soviétique, des Etats-Unis, de la France, de l'Angleterre et d'autres pays.

- Les réalités du monde actuel sont telles que nous ne pourrions construire un monde nouveau, un monde meilleur, assurer le progrès, le renforcement ou l'assainissement de la situation internationale, que si c'est notre affaire commune.

- Avec toutes les différences de nos systèmes politiques : idéologies, opinions, traditions, il est évident que nous sommes tous confrontés à la nécessité importante de rechercher la voie vers un monde meilleur qui serait caractérisé par un dialogue et la compréhension mutuelle, par la confiance et la coopération. En tout cas, nous autres dirigeants soviétiques, nous pensons que là, se trouve à la base une grande raison, il faut apprendre à vivre dans le monde réel, et, à cette occasion, pour l'Union soviétique, la France est un partenaire très important pour discuter de toutes ces questions.

- Premièrement, c'est la tradition & une importante, une grande tradition. C'est ce qui nourrira, je l'espère bien, à l'avenir, nos relations entre les deux pays. Et, lorsque je parle de la tradition, j'ai en vue non seulement les contacts politiques au niveau des dirigeants d'Etat mais j'ai en vue, avant tout, le fait que depuis plusieurs décennies, et même des centaines d'années, ce qui réunit nos peuples a toujours été une bonne base qui a toujours permis à l'Union soviétique et à la France, dans les périodes les plus difficiles du développement de l'humanité, de se rencontrer, de discuter des questions les plus aigues, les plus importantes, de rechercher la solution des problèmes.

- C'est en partant de cela que nous avons accepté l'invitation du Président de la République à nous rendre en France, et c'est pour cela que je me trouve en visite en France et encore une fois, je voudrais vous remercier très chaleureusement, monsieur le Président.\

`M. GORBATCHEV (suite)`.- Le principal, je le dirai encore & pour le moment, je voudrais vous informer - pour compléter ce que vient de dire monsieur le Président - que, tant avant les visites,

tant au cours des visites et encore maintenant où la visite approche de sa fin, nous sommes restés, tous les deux, dans les mêmes systèmes politiques où nous nous trouvions avant, nous professons, chacun notre idéologie à nous, nous appartenons aux mêmes alliances militaires et politiques auxquelles nous appartenions hier & nous appartenons à ces alliances aujourd'hui, et ce sera le cas également, je pense, demain. Ni moi, ni monsieur le Président ne nous sommes assignés les tâches de reporter l'un de nous dans l'autre choix, au cours de cette visite.

- Mais, est-ce que le fait d'appartenir à différents systèmes, à différentes alliances politiques, réduit l'importance du dialogue entre la France et l'Union soviétique, entre le Secrétaire général et le Président ? Je pense que dans un certain sens, cela apporte des avantages et le fait, c'est ce que vous a dit M. le Président en caractérisant les entretiens que nous avons eus, ces jours-ci et ils ont été nombreux, nous avons eu trois rencontres en tête-à-tête avec M. le Président, sans parler d'autres rencontres dans la mise en pratique du programme élaboré de la visite, nous avons eu des rencontres avec d'autres hommes politiques de France - le fait important - et j'ai l'impression que M. le Président a émis les mêmes idées - c'est que chacun restant dans son système et dans la situation réelle, nous autres dirigeants de l'Union soviétique et de la France avons réussi à nous élever et à jeter un regard sur les processus qui se développent dans le monde, à confronter nos points de vue, nos opinions et à échanger des points de vue sur la façon d'apporter notre contribution - celles de la France et de l'Union Soviétique - pour que la situation dans le monde s'améliore.

- Je pense que cela témoigne de la présence d'un grand sentiment de responsabilité tant chez les dirigeants soviétiques que chez les dirigeants français pour les destinées du monde, et ceci j'espère que vous en conviendrez, chers amis, n'est pas peu de choses pour continuer à mener le dialogue et pour tracer les chemins des actes conjoints, des actions parallèles, des actions indépendantes, mais justement, dans cet esprit dans l'esprit de l'assainissement de la situation dans le monde. Dans l'ensemble, nous apprécions hautement les entretiens que nous avons eus ces jours-ci avec le Président Mitterrand et avec d'autres hommes d'Etat et d'autres hommes politiques français. Je dirai même que ces entretiens ont été substantiels & ils ont été constructifs dans leur esprit, ils ont été ouverts dans leur forme, ils se sont déroulés dans une forme ouverte et ils se sont déroulés dans un climat de respect et de bienveillance mutuels.\

` M. GORBATCHEV (suite) `.- Si on parle brièvement de notre côté, puisque M. le Président a déjà parlé de tout cela, de ces problèmes, des problèmes qui ont été évoqués au cours des entretiens, je dirai que les problèmes les plus brûlants de la situation internationale actuelle, dangereux, ont été placés au centre de nos entretiens.

- Nous avons, et nous l'avons décelé au cours de nos entretiens, des divergences tout à fait compréhensibles dans les approches à certaines questions, mais il m'a semblé, et c'est la conviction que je retire de notre entretien - et de cela aussi a parlé M. le Président, - qu'a été décelée cette compréhension mutuelle de faire tout le possible pour l'assainissement de la situation, pour éliminer la menace planant sur le monde et pour faire tourner les événements de la confrontation vers l'assainissement, vers la détente internationale.

- Le Président a dit que ce mot a été présent dans nos entretiens, et non seulement parce que cela a été gravé dans notre mémoire, ça n'était pas à titre de souvenir du passé, mais je dirai que j'ai eu en tout cas cette impression, cela a été plus qu'un souvenir, et même comme une certaine leçon de la période de détente.

- Nous n'allons pas maintenant approfondir les causes pour lesquelles ce processus a été interrompu, mais après avoir vécu un certain nombre d'années pendant lesquelles le processus de la détente a été sapé et affaibli, nous avons tous senti que, quand même, les réalités existent et, à en juger d'après les grands faits, si on adopte une attitude de grande responsabilité pour les affaires dans le monde, il faut revenir à la détente, et c'est en relation avec cela qu'on a évoqué, tant pendant les rencontres qu'ici même, la détente.

- Naturellement, je suis tout à fait d'accord avec cela. M. le Président l'a déjà dit, au centre de nos entretiens, à côté des questions principales se sont trouvées les questions relatives à la façon de mettre fin à la course aux armements, inégale à ce jour. Nous trouvant ici à Paris, nous avons communiqué au Président de la République, au Parlement, à l'opinion publique, au peuple

avons communiqué au Président de la République, au Parlement, à l'opinion publique, au peuple de France, les données concernant les propositions concrètes que nous avons faites aux dirigeants des Etats-Unis et qui font déjà l'objet d'examen à Genève. Nous avons consacré beaucoup de temps à ces questions, mais nous ne le regrettons pas, parce que c'est le thème principal qui préoccupe tant la France que l'Union soviétique dans leur ensemble, tout comme leurs dirigeants.

- Evidemment, c'est peu de choses de dire que cela inquiète, que cela préoccupe tous les peuples du monde, tous les chefs d'Etat raisonnables qui ne sont pas devenus fous sur le thème des armements et de la course aux armements. Ces chefs d'Etat raisonnables sont la majorité dans le monde. C'est pour cela que le thème a été central au cours de nos pourparlers.

- A l'heure actuelle, je ne vais pas répéter ces propositions, vous les connaissez. Je voudrais tout simplement vous dire qu'après nos échanges de vues sur ces questions - échanges de vues très approfondis - nous avons compris, du côté des dirigeants français, particulièrement du Président de la République, l'importance de la signification de nos propositions, leur côté constructif, leur réserve constructive énorme.

M. GORBATCHEV (suite) - Nous avons répété ce que, depuis plusieurs mois, les dirigeants soviétiques ont toujours confirmé, ont toujours déclaré, à savoir que nous sommes prêts à la réduction radicale, à condition de ne pas permettre à l'arme de frappe cosmique, à l'arme de frappe nucléaire, de sortir dans l'espace. C'est l'essence du problème et cela correspond à notre entente du mois de janvier entre le ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique et son homologue américain.

- Qu'est-ce qui nourrit notre position sur cette question ? Maintenant nous parvient l'information que nos partenaires des pourparlers de Genève ont dit, il y a quelques semaines, il y a un mois : "Où sont ces propositions radicales ?" Maintenant, nous entendons dire : pourquoi est-ce que vous faites tellement pression avec vos propositions ?

- Cela me rappelle l'histoire d'Hodja Asritine, lorsqu'il traversait Boukhara. Il traversait la ville sur le dos d'un âne, et toute la population disait : "où a-t-on vu cela, l'âne qui transporte le vieil homme". Alors, Asritine a changé et c'est lui qui portait l'âne. Il a entendu la même réaction de la part de la population : "pourquoi est-ce lui qui porte l'âne ?"

- La situation actuelle me rappelle beaucoup cette fable. Nous pensons qu'il est temps de procéder à des mesures concrètes. Pourquoi ? Parce que nous sommes arrivés à la limite. Il est peu de dire : oui, nous sommes pour un monde meilleur, oui nous allons suivre le chemin de l'assainissement de la situation internationale, si ce n'est pas étayé par les faits, par des pas concrets. Nous appelons cela, en Union soviétique, de la démagogie politique et de la tromperie des peuples.

- Pour ne pas nous trouver nous-mêmes - l'Union soviétique - dans cette situation, aux mesures que nous avons déjà prises unilatéralement, nous avons ajouté des propositions radicales pour donner au processus de Genève un caractère radical positif. Peut-être connaissons-nous mieux que les autres, en tout cas pas moins que les Américains, ce qui nous attend dans le cas où nous ne saurions pas nous arrêter. Cette connaissance renforce notre responsabilité. Actuellement, il y a des valeurs politiques, il y a des restrictions, certaines restrictions avec l'acuité de la situation. S'il y avait une étape nouvelle relative à la nouvelle spire des armements dans le cosmos, je ne sais pas si l'on pourrait mener à bien les pourparlers, comment on aborderait ces pourparlers. Nous devons tous le comprendre.

- A ce propos, la presse également doit s'élever elle aussi au niveau de la compréhension de la gravité de la situation internationale d'aujourd'hui. Vous n'êtes pas seulement des rédacteurs, vous ne servez pas seulement ceux qui vous paient pour votre travail, vous servez aussi les peuples aussi bien que les hommes politiques.

- L'exigence générale, comme nous la sentons, consiste dans le fait qu'il faut s'arrêter, qu'il faut commencer à réfléchir, qu'il faut commencer à agir, qu'il faut procéder à des pas concrets.

- Voilà la formule simple, le dessin simple. Nous pensons qu'il y a là le sens des responsabilités pour les destinées de son propre peuple, pour les destinées des autres peuples.

- C'est l'invitation à des recherches constructives et nous sommes prêts à ces recherches.

`M. GORBATCHEV (suite)`.- Ce que je sais au sujet de la rencontre de notre ministre des affaires étrangères avec Monsieur Reagan et avec Monsieur Schultz, dans une certaine mesure m'encourage. Cette fois-ci nous n'avons pas entendu la réponse stéréotype, la réponse typique : "Non et c'est tout".

- Peut-être qu'on cherche encore des arguments pour exposer la même position, mais il me semble que dans la société, dans les milieux politiques des Etats-Unis qu'au Congrès aussi, et j'ai beaucoup de contacts avec toutes ces sphères-là, mûrissent des idées raisonnables, réalistes, mais il m'est difficile évidemment de parler pour les Etats-Unis d'Amérique, seulement nous espérons que, tant à Genève, où les pourparlers ont commencé et où les propositions sont sur la table de discussion, que lors de notre rencontre avec le Président Reagan, à Genève, qui va avoir lieu, nous espérons qu'avec le sentiment de responsabilité, il y aura quelque chose de sérieux, de tangible et, là-dessus, je partage l'opinion de M. le Président Mitterrand, il y a en effet les problèmes qui débouchent directement sur l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, et lui il exprime de son côté le souhait que ce soit positif, pour que nous puissions, avec les Américains, discuter positivement, compte tenu des nouvelles propositions et compte tenu de la rencontre à venir pour faire bouger le processus mondial dans le sens de la normalisation.

- Nous avons des intentions sérieuses, en Union soviétique : il faut changer la situation dans le monde vers le mieux.

- Nous avons évoqué le problème des fusées à moyenne portée. De cette question aussi, nous voulons sortir, sortir de cet -état où il est difficile d'en discuter et de cerner ce problème.

- Evidemment, avec la partie américaine, à Genève, nous discutons de tout cela.

- Evidemment, avec la délégation américaine à Genève, nous discutons de ce sujet dans toutes ses composantes, parce qu'il y a des Pershing, des Cruises et autres fusées américaines en Europe. Mais pour activer le processus, nous avons fait les propositions que vous connaissez.

- Nous croyons, et je l'ai dit à M. le Président, que de cette façon une situation nouvelle peut se créer.

- En général, nous n'avons jamais inscrit dans les tables soviéto-américaines les forces armées françaises. J'ai dit cela au Président et je le confirme, je le confirme publiquement. C'est le premier point.

- Deuxième point, lorsque nous parlons de la nécessité de discuter de ce problème, lorsque nous faisons de nouvelles propositions, peut-être y a-t-il une nouvelle possibilité d'échange qui pourrait par la suite amener à un stade de pourparlers, il s'agit du problème des fusées françaises de moyenne portée et des nôtres.

- Nous ne posons pas à la France la question de la réduction du potentiel nucléaire français, de la cessation de la mise en pratique des programmes militaires. C'est l'affaire de la France, c'est elle qui déterminera sa propre position, compte tenu du processus qui se développera dans le monde. Ce que nous disons seulement, c'est que nous pouvons peut-être commencer à nous entretenir de ce sujet, à en parler, à étudier le problème, parce que tout est lié. Ce serait peut-être un élément constructif.

- Nous nous en sommes entretenus ici même, en France, ces jours-ci avec le Président de la République, et nous avons profité de ces entretiens pour nous adresser par écrit à Mme Thatcher avec la même invitation à discuter de ces problèmes.\

`M. GORBATCHEV (suite)`.- Nous avons eu un échange de vues approfondi, et d'après ce que j'ai compris, M. le Président ne veut pas éluder ces questions, donc il serait plutôt d'accord pour continuer à discuter de tout cela.

- Ce que je peux dire en ce qui concerne nos fusées de moyenne portée, c'est que ces fusées sont pratiquement plus en service. Ceux qui le veulent peuvent les photographier, et dans quelques mois nous allons démonter toutes les installations. On dit parfois que l'Union soviétique aurait l'intention de les replacer en Asie centrale. Ce n'est pas du tout sérieux ! Nous réfutons tout cela, et je vous prie de prendre sérieusement en considération le fait que nous n'avons pas cette intention. En Asie, nous avons le nombre de fusées nécessaire pour équilibrer le potentiel équivalent des Etats-Unis d'Amérique ni plus ni moins. Si les Etats-Unis d'Amérique

n'augmentent pas leur potentiel, et bien, nous n'augmenterons pas le nôtre. Si la situation tend vers un mieux, nous suivrons ce mouvement.

- Telle est la question principale qui a occupé la majeure partie de nos entretiens.

- Je dirai encore que M. le Président et moi, nous avons consacré pas mal de temps à la question de la sécurité en Europe. Sur ce plan nous avons une expérience commune avec la France, et cette expérience est un capital important qu'on peut utiliser maintenant pour poursuivre le processus européen basé sur les accords d'Helsinki et pour lui donner plus de contenu par une approche plus constructive.

- Vous avez entendu ce que j'ai dit au parlement lorsque j'ai exposé tout cet ensemble de problèmes.

- L'essentiel des positions qui ont été exprimées au cours des pourparlers, c'est que les deux parties restent fidèles au désir d'approfondissement et de développement des processus européens dont vient de parler M. le Président.

- Comme la France, nous nous prononçons pour la mise en oeuvre de tous les éléments de la décision finale d'Helsinki et il nous semble, je dirai même que nous en sommes profondément convaincus, que l'assainissement de la situation sur le continent européen aurait une très grande importance pour le monde entier. C'est là que sont confrontés directement les blocs militaires, c'est là aussi que se trouvent les leçons que nous devons tirer de l'histoire du continent européen. C'est là que se trouve la base du droit international sur laquelle on peut s'appuyer pour poursuivre dans le même chemin.

- L'Union soviétique et la France ensemble ont été co-auteurs de la Conférence de Stockholm. Nous pensons qu'il est temps de se pencher sur l'élaboration des accords, et nous pensons - je crois comprendre que c'est aussi l'avis de la France - qu'on peut activer les recherches et les travaux à Stockholm.

- M. le Président et moi-même avons porté notre attention sur l'examen des problèmes régionaux et des foyers de tension qui existent actuellement dans le monde. Dans l'appréciation de certains de ces problèmes, nous constatons une compréhension mutuelle. Sur d'autres, nous trouvons des différences tant dans l'analyse que dans les approches. Mais nous sommes d'accord pour dire qu'il faut éteindre ces foyers par des moyens politiques, en respectant pleinement l'indépendance et la souveraineté de chaque pays, et dans le cadre de ces échanges nous avons évoqué ce qui se passe en Afrique australe, au Proche-Orient, en Afrique centrale, et d'autres problèmes encore.

` M. GORBACHEV (suite) `.- Nous sommes arrivés à Paris avec le désir de donner une impulsion nouvelle au développement de la coopération bilatérale soviéto-française dans différents domaines. J'ai eu l'impression, en écoutant M. le Président, que nos avis coïncident. La discussion de ces questions permet d'espérer une avancée du dialogue politique concernant la coopération commerciale. On vient de signer un accord sur ce sujet, et le processus peut s'apprécier de la façon suivante : au cours des dernières années nos échanges commerciaux se sont accélérés et ont augmenté du double. Mais nous savons que cela ne correspond pas aux potentialités de nos économies nationales. C'est pourquoi nous nous sommes entendus pour approfondir les recherches, pour conférer encore plus d'efficacité à nos relations, dans le domaine de la coopération économique.

- Un certain nombre de problèmes intéressants et importants se sont fait jour. Nous les examinerons de notre côté et nous pensons ainsi contribuer à l'assainissement de la situation en général.

- Comme je l'ai déjà souligné, nous nous sommes mis d'accord pour renforcer le dialogue politique, et au nom du Soviet Suprême de l'Union Soviétique, j'ai invité M. le Président à venir en visite officielle en Union Soviétique. Il sera un hôte désiré dans notre pays. A partir de là les intervalles entre nos visites seront plus courts et il y aura probablement moins de problèmes, encore que je doute qu'il puisse y en avoir moins, mais de toutes façons nous avons déjà franchi une certaine étape dans nos analyses et nos discussions, et de cette façon nous pourrons poursuivre notre dialogue politique.

- Monsieur le Président a évoqué ici la possibilité d'élargir à l'avenir notre coopération scientifique

- Monsieur le Président a évoqué ici la possibilité d'élargir à l'avenir notre coopération scientifique et technique et nous avons changé, en particulier, des points de vue, quant à l'idée du projet de Tokamak international. C'est l'Union Soviétique, la France, les Etats-Unis, le Japon, plusieurs autres pays qui ont participé à l'élaboration de ce projet. Le projet existe. Il serait intéressant de réfléchir à la façon, dans cette situation, de voir comment cela apparaît comme une idée, et réfléchir à la façon, par des efforts conjugués, de déployer ce projet et le mettre en pratique, et comment faire sortir la recherche scientifique dans tous les pays, et réunir nos efforts pour diriger les processus thermo-nucléaires. C'est une idée très opportune pour donner une source inépuisable d'énergie à l'humanité. Ce serait très tentant, véritablement, d'avoir cette politique générale, parce qu'il y a beaucoup d'espoirs dans cette idée.

- Nos chercheurs disent qu'il y a beaucoup d'espoir dans ce projet. Ce projet peut être réalisé avec succès, nous avons décidé de poursuivre nos échanges de vues, concernant cette idée dans son ensemble. A notre avis, il y a eu un dialogue impressionnant et constructif dans son ensemble, et cette idée a été également présente dans les paroles de M. le Président. Nous pensons donc que tout cela servira tant les intérêts du peuple soviétique que les intérêts du peuple français et aussi les intérêts plus larges de la sécurité européenne et internationale.

- Pour terminer, et profitant de cette occasion de rencontrer la presse, je voudrais exprimer encore une fois à M. le Président, à tous les hommes d'Etat, hommes politiques, à toute l'opinion publique, aux Françaises et aux Français, toute notre gratitude pour ces sentiments qui ont été exprimés, pour l'hospitalité dont nous avons été l'objet, nous, toute la délégation soviétique.

- Probablement ai-je un peu abusé de votre temps, mais convenez qu'il faut profiter de l'occasion qui vous est offerte ! Je pense que c'est tout à fait normal.\

LE PRESIDENT.- Vous avez entendu M. le Secrétaire général Gorbatchev, j'avais moi-même précisé un certain nombre d'aspects de nos conversations, c'est donc en connaissance de cause que vous pouvez nous poser les questions de votre choix.

- QUESTION.- Monsieur le Secrétaire général, vous disiez hier que le niveau des forces nucléaires françaises, les Soviétiques ne peuvent plus fermer les yeux dessus.

- Alors précisément, devons-nous comprendre que vous souhaitez que ce niveau de la force de dissuasion française ne soit pas augmenté, ou qu'il ne soit augmenté que modérément, autrement dit la modernisation des forces nucléaires françaises devrait-elle faire, selon vous, l'objet d'une discussion avec l'Union soviétique ?

- M. GORBATCHEV.- J'ai l'impression d'avoir été assez clair à ce sujet, nous proposons de commencer le processus des échanges directs, et au cours de ce processus toutes les questions concrètes peuvent être discutées. C'est ce que je veux ajouter à ce que j'ai déjà dit.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous pensez possible de parvenir à un accord international interdisant la course aux armements dans l'espace cosmique ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas des dons de devin. Depuis déjà longtemps, trop longtemps, les armements sont allés de barreaux en barreaux sur l'échelle du perroquet, et maintenant le dernier barreau se situe dans l'espace. Si la raison et l'intérêt n'ont pas prévalu jusqu'alors, qui pourrait affirmer qu'ils prévaudront désormais, bien que naturellement à chaque étape cela s'aggrave ?

- Je ne fais pas de pronostics, j'ai exprimé un souhait, un vœu, une position politique. "Oui, au compromis acceptable des deux côtés et profitable pour tous".

- Comme je ne veux pas me lancer dans des débats techniques sur la -nature de ce compromis, j'arrête là mon exposé. Quant à la position de la France, je l'ai dit, elle n'est pas partie prenante, elle ne désire pas l'être, elle désire se consacrer à des travaux pacifiques dans l'espace, mais bien entendu en tant que grande puissance et aussi en tant que rassemblement de 55 millions d'hommes et de femmes, tout ce qui touche à la paix et à la guerre l'intéresse au premier chef.\

QUESTION.- Monsieur le Secrétaire général, j'ai cru comprendre que vous avez annoncé le démantèlement de toutes les fusées soviétiques SS 20, qui excèdent le nombre de 243, hier. Je voudrais savoir si vous confirmez cela et à l'égard de l'accord séparé concernant les fusées à moyenne portée en Europe, si vous croyez possible que la base pour un tel accord puisse être trouvée dans ce qui a été nommé en 1982 "l'accord de la promenade dans le bois" entre les

ambassadeurs Nikri et Krinsiski ?

- M. GORBATCHEV.- Je vais répondre à la question, telle que je l'ai comprise.

- Premier point, je confirme qu'actuellement sont opérationnelles 243 fusées, c'est exactement ce qui était en juin 1984. Les missiles peuvent être pris en photo et, dans les deux mois à venir, les installations seront démontées. C'est en ce qui concerne la zone européenne.

- J'essayais hier d'expliquer ce qu'est la zone européenne. Cela ne concerne pas nos mesures de réponse relatives au territoire des Etats-Unis d'Amérique, cela reste en vigueur. En ce qui concerne le processus ultérieur concernant les fusées de moyenne portée, pour activer ce processus, nous avons fait la proposition, pour donner un axe réaliste à ce processus, d'élaborer un accord directement sur ce type d'armement et également directement sur les échanges avec la France et l'Angleterre. Nous pensons que cela donne la possibilité de faire des pas concrets, en tout cas c'est ce que nous pensons. Nous sommes prêts dans cette direction à continuer aussi loin que le sont les partenaires, ce en vue des Américains et en ce qui concerne les fusées anglaises et françaises, donc la France et l'Angleterre.

- C'est déjà l'objet des échanges de vues et l'objet des pourparlers si possible, moi pour le moment je ne pose pas cette question d'une façon catégorique, je n'avance pas d'exigence catégorique.

- LE PRESIDENT.- J'ai moi-même précisé à l'instant que sur aucun point la France ne refusera avec personne et surtout pas avec un pays comme l'Union soviétique, des échanges de vues, mais que je n'apercevais pas la possibilité de négociation, parce que, je l'ai dit, la France n'a pas de marge, elle ne se situe pas sur le même -plan.

- Il valait mieux, je l'ai dit ce matin à M. GORBATCHEV, bien circonscrire le débat.

- J'ajoute que dans cette affaire du décompte de nos forces, les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas séparés de la France sur la position sur ce calcul, la France n'a pas de raisons de se séparer des Etats-Unis d'Amérique quand il s'agit de faire le calcul des forces dans le monde et en Europe, étant bien entendu que j'ai dit ce que j'avais à dire sur l'espace et que, d'autre part, la France garde son entière liberté de langage et de pensée. Nous sommes un pays indépendant qui a une stratégie autonome, qui s'exprime en tant que tel.\

QUESTION.- Monsieur le Secrétaire général, quant aux rapports avec Mme Thatcher, j'ai une question double : vous avez entendu le Président français expliquer qu'il n'entrerait pas dans des négociations en tant que telles avec vous même sur la question des systèmes nucléaires français. Alors, pourquoi Mme Thatcher aurait-elle plus de chances d'accepter cela que le Président Mitterrand ?

- D'autre part, est-ce que vous avez pardonné à Mme Thatcher le fait qu'elle s'est sentie obligée de renvoyer 31 fonctionnaires chez vous pour des questions d'espionnage ?

- M. GORBATCHEV.- Sur la première question, je pense que nous savons la position de l'Angleterre sur les fusées de moyenne portée, cette position a été définie il y a un certain temps. Aujourd'hui, j'invite M. le Président de la France et Mme Thatcher par écrit à une nouvelle approche justement en relation avec les propositions radicales qui ont été faites par l'Union soviétique. Ceci change radicalement la situation : si on suit ce chemin, s'il y a une nouvelle situation, il doit y avoir de nouvelles approches. Je suis d'accord avec le Président Mitterrand, nous avons eu le temps d'en discuter, mais il serait étrange ayant commencé à discuter hier de cela que l'on puisse aujourd'hui procéder déjà aux pourparlers. Ce serait vraiment étrange ! Mais je connais aussi les déclarations de M. Mitterrand du passé, justement faites lors de sa précédente visite en Union soviétique quand il a exposé la position de la France concernant les forces nucléaires françaises et qu'il a dit que la France était attachée à la recherche de la paix, au désarmement, mais qu'actuellement, pour le moment, ce sont les Etats-Unis et l'Union soviétique qui doivent apporter leur contribution, mais qu'il n'est pas du tout exclu qu'après la France s'associe à ce processus.

- Aujourd'hui la situation est différente, elle est nouvelle : de nouvelles possibilités s'ouvrent. Il est tout à fait naturel de ma part d'inviter le Président à un échange de vues à ce sujet.

- Je réponds à votre deuxième question : chaque ambassade de chaque pays où elle est présente

à la mission de son gouvernement - et cela, je peux le dire au nom de tous les gouvernements du monde parce que c'est ainsi - d'étudier le processus, de donner des informations sur les processus dans le pays pour qu'il n'y ait rien d'imprévisible, tant sur le -plan national qu'international.

- Cette information est à mon avis un processus normal, naturel, qui embrasse tous les domaines. Si quelqu'un veut gâcher les relations, empêcher le processus d'établissement chaque fois qu'il y a des prémices de dialogue international, de réchauffement de l'atmosphère, il y a toujours des forces de réaction qui agissent pour gâcher justement la situation internationale. C'est ce qui a amené Mme Thatcher sur ce terrain lorsque juste après un seul fait, on a déclaré espions tous les représentants de l'Union soviétique.

- C'est à Mme Thatcher qu'il faut poser la question, c'est son affaire. Mais nous partons du fait que l'Union soviétique est intéressée à entretenir des relations avec l'Angleterre pas plus que l'inverse, pas plus que l'Angleterre est intéressée à entretenir des relations avec l'Union soviétique. Nous nous prononçons tant pour le dialogue politique que pour les relations économiques avec l'Angleterre qui est aussi notre ancien partenaire.

- Je pense que la question est vraiment épuisée.\

QUESTION.- Après la deuxième guerre mondiale, l'Union soviétique a fait plus de 100 propositions concernant la paix et le désarmement. Est-ce que ces propositions sont encore en vigueur ?

- M. GORBATCHEV.- Il serait en effet bon de revenir à certaines bonnes propositions tendant au désarmement général et complet qui ont été reléguées dans un coin et qui se trouvent dans la posture de la Cendrillon. Si l'on avait fait suffisamment attention à ces propositions, on n'en serait pas aujourd'hui dans cette situation difficile. Ces propositions qui avaient de nombreuses perspectives et qui n'avaient pas l'aspect d'une réaction à quelques processus locaux que ce soient gardent entièrement leur valeur.

- QUESTION.- Monsieur le Secrétaire général, est-ce que vous pourriez indiquer le nombre de SS 20 déployés sur tout le territoire de l'Union soviétique ? Vous savez que le gouvernement néerlandais doit prendre une décision le 1er novembre, et ce chiffre est déterminant. Il se base sur 378 fusées déployées en URSS, le 1er juin 1984. Est-ce plus, autant, ou moins ?

- M. GORBATCHEV.- Votre Direction est au courant concernant nos initiatives, et vos dirigeants ont amplement matière à réfléchir sur nos propositions. En ce qui concerne les données concernant le nombre de fusées et lesquelles, cela prendrait beaucoup trop de temps, d'autant plus qu'en ce qui concerne l'Europe et la zone européenne, elles sont au-delà de l'Oural, jusqu'au 80ème parallèle, et là, je crois que cela doit être suffisant pour la Hollande.\

QUESTION.- Vous avez insisté sur la nécessité d'effectuer des pas concrets pour la solution des problèmes ainsi que pour les foyers régionaux. En ce qui concerne le Proche-Orient, l'un de ces pas concrets ne serait-il pas pour l'Union soviétique de renouer les relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël ? Avez-vous l'intention de renouer ces relations diplomatiques ? Si oui, quand, éventuellement à quelle condition ? Sinon, pourquoi ?

- M. GORBATCHEV.- Vous ressentez, d'après la réaction de la salle, que je peux même ne pas répondre à cette question, parce que c'est clair. Et pourtant je répondrai. La situation au Proche-Orient est sérieuse et M. le Président en a déjà parlé. Cela suscite les préoccupations tant de l'Union soviétique que de la France.

- Nous allons échanger nos points de vue afin de trouver une meilleure solution de ce problème. Le gouvernement israélien mène une politique à courte vue si elle veut satisfaire ses propres intérêts par le moyen des accords séparés. Cela ne peut être que des succès momentanés.

- Il faut résoudre cette situation radicalement et, quant à l'assainissement de la situation au Proche-Orient, l'Union soviétique a toujours participé, participe et participera toujours, avec un grand sens des responsabilités à l'action dans ce sens.

- Pour que ce processus ne sorte pas du contrôle, il faut rechercher les approches politiques au règlement. Quant à ceux qui ne sont pas intéressés, à la participation de l'Union Soviétique, que vous dire ? La présence de l'Union soviétique au Proche-Orient est un facteur objectif et nous ne renoncerons pas à notre rôle.

renoncerons pas à notre rôle.

- Nous sommes pour les efforts collectifs et je partage l'avis de M. le Président.

- En ce qui concerne le rétablissement des relations, je pense que plus vite la situation au Proche-Orient sera normalisée, plus vite on pourra procéder à l'examen de la normalisation des relations.

- Pour nous, à ce moment-là, il n'y aura pas d'obstacle. Nous avons participé à la création de l'Etat d'Israël, nous reconnaissons sa souveraineté, le droit à l'existence de cet Etat, ses intérêts légitimes, les intérêts de sa sécurité, mais comment comprendre tout cela - la sécurité, par exemple - alors qu'entre la compréhension des milieux dirigeants en Israël et nous il y a une grande différence ?

- Il faut réfléchir beaucoup sur ce processus. Je vous donne ce conseil en profitant de cette possibilité. Mais ce n'est pas facile. Peut-être allez-vous poser plus de questions à M. le Président de la République ?

- LE PRESIDENT.- Ils vous voient moins souvent, c'est pour cela.

- M. GORBATCHEV.- A titre de réciprocité, vous devez quand même m'aider un tout petit peu.

- QUESTION.- Merci. Ce n'est pas vraiment une question pour le Président français, que je tiens à remercier.

- Je voudrais enchaîner sur la question posée par mon collègue israélien.\

QUESTION.- Tout d'abord, en ce qui concerne les Juifs d'Union soviétique, pourquoi ne pas les autoriser à émigrer s'ils le veulent ?

- D'autre part, voulez-vous dire combien de prisonniers politique y a-t-il en Union soviétique ?

- M. GORBATCHEV.- J'ai déjà répondu à ces questions dans l'interview à la télévision française. Je n'ai rien à ajouter à cela.

- QUESTION.- Je parle russe, je travaille pour la télévision française. Hier soir, vous avez dit que l'économie universelle et les progrès de la technique demandaient des échanges d'hommes. Est-ce que vous avez en vue de réaliser le projet d'ouvrir plus largement les portes de l'Union soviétique, de donner aux Soviétiques le droit de venir librement en Occident et d'aider les gens en Occident à venir librement en Union soviétique ?

- M. GORBATCHEV.- Nous pensons que le processus d'Helsinki embrasse tous les problèmes, y compris les problèmes humanitaires, y compris les échanges d'idées, d'informations, de touristes, et nous soutenons amplement tout cela. Plus il y aura d'assainissement de la situation, plus il y aura de contacts.

- D'autre part, plus il y aura de contacts, plus il y aura d'assainissement de la situation. En tout cas si ce n'est pas lié, comme cela a été dit à Helsinki, à des buts de propagation, à des buts politiques, pour envenimer les choses et s'ingérer dans les affaires intérieures, les portes de l'Union soviétique sont ouvertes à tous.

- Un groupe d'Américains a décidé de faire un voyage sur le fleuve Volga. Ils sont venus de toutes les villes des Etats-Unis. Et lorsqu'ils sont rentrés aux Etats-Unis ils ont fait part de leurs impressions. Deux bateaux ont fait tout ce voyage fluvial, et vous savez ce qu'ils ont dit ? Ils ont dit : "tout ce que nous savions de l'Union soviétique, c'est vraiment de l'embrigadement, tandis que ce que nous avons vu réellement en Union soviétique, ce sont des gens avec les mêmes aspirations amicales".

- Si des centres bien connus essayent d'employer ces canaux des échanges humains - ce à quoi l'humanité tout entière est intéressée - pour envenimer ces contacts, l'Union soviétique n'acceptera pas qu'on parle avec elle comme on parle à des dizaines d'Etats et de peuples, sans considération, sans respect, et s'il le faut l'Union soviétique remettra à sa place n'importe qui.\

QUESTION.- Monsieur le Secrétaire général, lorsqu'on vous voit, lorsqu'on vous entend, on a de bonnes nouvelles de l'Union soviétique.

- Alors, je voudrais demander quelles nouvelles vous avez pu donner au Président François Mitterrand sur trois personnes qui nous tiennent un peu à cœur : Andreï Sakharov, Anatoli Chtcharanski et Ida Nudel ?

- M. GORBATCHEV.- Nous avons confié cette question à nos organismes compétents. J'ai en vue la question des personnes physiques. Là où il s'agit de la réunification des familles, des mariages mixtes, et d'autres questions de genre humanitaire, nous avons toujours examiné les problèmes,

et j'ai bien dit au Président de la République que nous avons confié aux organismes compétents le soin d'examiner cette question.

- QUESTION.- Monsieur le Secrétaire général, au Liban, est-ce que l'Union soviétique a les moyens de venger ou de protéger ses ressortissants aujourd'hui ` prise d'otages de 4 diplomates russes`, ou est-ce qu'elle est dans la même impuissance que les pays occidentaux ?

- M. GORBATCHEV.- Je pense qu'on ne peut parler d'impuissance. L'influence de l'Union soviétique et des autres pays, y compris la France, est énorme dans tous les cas, y compris dans ce cas-là. Je veux seulement dire que nous sommes les adversaires résolus de ce genre de méthode. C'est inacceptable, nous l'avons dit clairement et nous avons fait tout notre possible pour trouver la solution à ce problème. Je pense que, si l'on emprunte ce chemin, on ne parviendra pas à ces objectifs.\

QUESTION.- J'ai aussi une question qui s'adresse à M. le Secrétaire général. Vous avez beaucoup parlé de la non militarisation de l'espace. En ce qui concerne la coopération pacifique dans l'espace, est-ce qu'il y a des projets conjoints, des vols cosmiques conjoints ? Il y a trois ans, vous en aviez déjà parlé...

- M. GORBATCHEV.- Oui, en effet, nous allons continuer la coopération avec la France. Dans ces domaines, nous avons une bonne expérience. Peut-être même allons-nous penser à effectuer encore un vol cosmique conjoint de nos cosmonautes.

- Nous sommes attachés à l'idée de l'utilisation pacifique de l'espace cosmique et de la maîtrise de l'espace. Là, on peut obtenir de grands succès. Je pense que vous connaissez nos propositions faites à l'Organisation des Nations unies à New York. On pourrait créer une organisation qu'on pourrait mettre à Paris et qui pourrait s'occuper de toutes ces questions.

- QUESTION.- A vos remarques, monsieur le Secrétaire général, vous avez semblé dire qu'il y avait un élément de démagogie politique dans la réaction américaine sur la réduction d'armements que vous avez formulée.

- Est-ce que c'est le Président Reagan qui, à vos yeux, fait de la démagogie politique, et, sinon, où se trouve la démagogie politique ? Est-ce que vous pourriez nous dire si, sur ce point, vous n'allez pas à l'encontre de ce que vous avez dit dans "Times", à savoir qu'il valait mieux atténuer un peu la rhétorique au moment de la préparation du Sommet de Genève ?

- M. GORBATCHEV.- Maintenant je vais confirmer tout ce que j'ai dit dans l'interview aux représentants de la revue "Times". Je voudrais dire tout de suite que dans l'observation que j'ai faite, lorsque je me basais sur l'information que j'ai eue, il serait, à mon avis, irresponsable dans ce cas également de donner l'impression qu'il s'agit là d'escarmouches démagogiques et de propagande. Ce serait vraiment irresponsable de vouloir le faire.

- Quant à la position de M. Reagan, M. Chevardnaze l'a déjà dit lors de son entretien avec M. Reagan. Nous, de notre côté, ayant vu M. Schultz et les autres qui ont participé à cet entretien, nous avons senti du côté américain une attitude sérieuse à l'égard de nos propositions et nous espérons qu'il en sera de même dans les faits. Nous ne voulons pas porter préjudice à la sécurité des Etats-Unis, cela n'entre pas dans nos projets. Nous ne voulons pas essayer d'être plus astucieux que les Etats-Unis et nous ne leur conseillons pas de procéder de la même façon.

- QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous observé des points de convergence sur vos deux positions et sur vos propositions concernant le Proche-Orient ?

- M. GORBATCHEV.- Monsieur le Président en a déjà parlé. Nous sommes prêts à participer aux recherches collectives de l'assainissement de la situation au Proche-Orient et je ne peux que saluer cela.\

LE PRESIDENT.- Mesdames, Messieurs, il va falloir en terminer. Il m'est impossible de choisir entre vous. Disons que c'est l'insistance qui va gagner.

- Madame ?

- QUESTION.- J'ai une question double : Est-ce que vous allez procéder à des négociations et est-ce que vous mettez une condition aux négociations sur les réductions d'armes stratégiques ? Est-ce que vous posez la condition que les Etats-Unis renoncent à poursuivre la recherche sur les armes spatiales et est-ce que les deux sont liées ou non dans votre esprit ?

- Deuxièmement, dans quelle mesure pensez-vous que vous pourrez vous mettre d'accord sur le - cadre général de nouvelles négociations lorsque vous vous retrouverez à Genève ?

- M. GORBATCHEV.- Je pense que nous ne devons pas préjuger de ce qui se passera à la rencontre de Genève. C'est une affaire très sérieuse et nous pensons que la partie américaine et nous mêmes nous le comprenons très bien et nous nous préparons à cette rencontre de la façon la plus sérieuse. En ce qui concerne la partie substantielle de votre question, nous considérons que nous devons nous mettre d'accord sur la non militarisation de l'espace et sur la réduction radicale des armements stratégiques sur terre.

- LE PRESIDENT.- S'il vous plait, des questions très brèves.

- QUESTION.- Monsieur le Secrétaire général, M. Mitterrand a été catégorique en disant qu'il n'était pas disposé à entrer dans les négociations avec l'Union soviétique sur les fusées de portée intermédiaire. Vous ne semblez pas réagir à ce refus, finalement, pourquoi ?

- M. GORBATCHEV.- Au contraire, je pense que ce que j'ai dit dans nos propositions concernant le processus crée une nouvelle situation qui permet de sortir cette question de l'impasse. Je ne sais donc pas pourquoi vous avez eu cette impression tant après mon intervention qu'après mes réponses. Justement, j'ai insisté sur le fait que par nos mesures, nous faisons avancer le processus et nous ouvrons la possibilité de contacts tant avec les Américains qu'avec l'Angleterre et la France.

QUESTION.- Les capitales du Moyen-Orient attendent dans l'espoir et même la crainte, votre rencontre avec le Président Reagan. Ils craignent les conséquences qui peuvent en découler. Quelle est la place qu'occupe cette région dans vos priorités ? Quelle serait votre réaction éventuelle dans le cas où la délégation américaine refuserait de discuter avec vous de la destinée de cette région qu'elle considère comme leur chasse gardée ? Nous connaissons votre position de principe sur les territoires arabes occupés par Israël. Quelle serait votre attitude dans le cas où la Syrie reprendrait les armes ? Dans l'impasse devant laquelle on se trouve, concernant l'application de cette résolution, la Syrie reprenait les armes pour récupérer ces territoires par la force, quelle serait votre attitude, sous-entendu qu'elle ne pourrait pas lancer une opération sur le Liban, sans consulter leur allié et leur fournisseur d'armes ?

- M. GORBATCHEV.- Tout ce qui se passe au Proche-Orient nous préoccupe. Jamais nous ne sortons de l'idée du règlement de la situation au Proche-Orient sur une base équitable. Cela veut dire que doivent être retirées les troupes des territoires occupés, que doit être résolu le problème palestinien sur la base de l'auto-détermination, que doivent être assurés l'intégrité du Liban, et son développement pacifique, tout comme les droits légitimes du peuple et de l'Etat d'Israël. C'est dans ce sens qu'il faut résoudre ce problème. Nous pensons que les autres approches par des actions séparées, par des manoeuvres séparées, ne peuvent amener qu'à un règlement temporaire, provisoire. Mais cela ne donnerait pas un règlement stable, pour une paix durable au Proche-Orient. De cette façon, il faut des efforts collectifs pour rechercher les véritables issues, les véritables sorties de cette situation.

- Vous dites que les Américains considèrent cela comme chasse gardée, qu'ils annoncent ceci, cela, leurs intérêts vitaux par ci, par là, dans telle ou telle région du monde. Mais qu'ils réfléchissent eux-mêmes sur cette formule. C'est un prémice lorsqu'il y a une nouvelle compréhension entre nous et les Etats-Unis d'Amérique. Si l'on déclare tout ce qui nous entoure, zone, territoire d'intérêts vitaux, qu'est-ce qui reste aux autres peuples, à 200 autres Etats dans le monde ? La situation de vassal. Mais cela ne répond pas à la conception d'un développement à base d'égalité de tous les peuples, de choix des peuples, de la souveraineté des peuples, encore que l'on sache que ce choix est toujours difficile pour les peuples. Nous ne cachons pas notre position. Quand un peuple dans un pays choisit la voie de changements progressistes, essaye de réformer sa propre politique nationale, crée ses valeurs culturelles, ses institutions nationales, nous ne pouvons que saluer et nous sommes du côté de ce peuple. Mais que nous disons cela, on dit : voilà la main de Moscou. Qu'est-ce que cela veut dire ? Si je vous posais la question : "et vous, dans cette situation, est-ce que vous auriez adopté une autre position ?" C'est à la dernière partie de votre question que je réponds par ces mots : nous sommes dans un monde très changeant, sur le plan politique, culturel, sur le plan économique, l'espace, le développement

changeant, sur le -plan politique, culturel, sur le -plan économique, l'espace, le développement, les relations internationales sont très complexes, et il faut être sans cesse responsable. On ne doit pas partir d'intentions impériales. Nous n'avons jamais admis en Union soviétique ce genre d'attitude.\